

LES GRANDS DOSSIERS DE LA PRESSE INSULAIRE

Cette première génération de presse locale correspond à une période de transition, celle qui permet l'installation définitive du régime républicain. L'opinion publique est encore déchirée entre conservateurs et modernistes, chaque clan développant toute une gamme de nuances dont on retrouve la trace dans les sous-titres des journaux.

La République s'installe au gré de vagues successives agitées de soubresauts. Parmi ceux-ci, le Boulangisme. Nous verrons comment la presse locale retranscrit ce phénomène. Nous suivrons ensuite les fluctuations idéologiques du groupe Tessier, illustration des mouvances qui préfigurent l'instable Troisième République. Au travers de ces changements de cap, la presse locale est ainsi le reflet des grands débats du siècle. Les journaux insulaires participent à la querelle entre l'Eglise et l'Etat. Ils prennent position dans l'affaire Dreyfus. Outre ces réactions aux mouvements sociaux nationaux, la presse locale jette aussi un regard au delà des frontières. Est-elle à même

d'appréhender l'évolution du Monde? Nous étudions cela au travers des prémices de la guerre. Par l'autre bout de la lorgnette, nous nous plongeons enfin dans le quotidien insulaire pour connaître un peu mieux la réalité locale de l'époque.

2.3.1 LE DÉBAT RÉPUBLICAIN

Beaucoup de journaux sont nés pour défendre ou consolider la République. "*Nous nous sommes donné pour tâche, depuis la création du **Rochefortais** et du **Mouvement**, de réclamer avec toute la presse Radicale, des lois conformes à nos institutions républicaines et la nomination de fonctionnaires républicains pour les faire exécuter*" (*). Le débat républicain s'instaure donc sur l'art et la manière d'assurer au plus vite la stabilité de la République. Immédiatement se pose la question de savoir quel homme va assurer cette tâche.

2.3.1.1 L'aventure Boulangiste

Lancé en politique par Clémenceau et les Radicaux (**), Boulanger a été fidèle à ses "amis" de gauche en travaillant à l'instauration d'une armée populaire. Lorsqu'il se présente aux électeurs, en 1887, il s'appuie encore sur les thèmes radicaux de démocratisation de l'armée et de révision de la Constitution de 1875. Néanmoins, les partis de gauche ne le soutiennent plus et la droite se refuse encore à lui. L'électeur de base, loin des états-majors parisiens, est un peu désemparé : "*Le général Boulanger s'est dit Républicain et il a confirmé ses dires par ses actes et, jusqu'à présent, s'est tenu dans la légalité. Il n'existe rien qui justifie les calomnies répandues sur lui*", affirme le groupe

(*) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 8 novembre 1885.

(**) : Jacques Néré, *Le Boulangisme et la presse*, Armand Colin, 1964.

Tessier (*). Ainsi, l'organe radical reste fidèle à ses mots d'ordres mais se détache de la ligne officielle des partis. Très vite, les journaux Tessier affirment leur Boulangisme : *"M. Paul Déroulède va se présenter candidat à la députation en Charente, contre M. Lazare Weiler, administrateur de la République Française. Ces deux candidats marquent bien la séparation qui existe actuellement en France entre les Républicains de nom et les Républicains d'actes. M. Déroulède représente le programme Boulangiste : dissolution et révision de la Constitution. M. Lazare Weiler, au contraire, représente piétinement sur place et conservation de la Constitution monarchique qui nous régit"* (**).

Malgré l'échec électoral de Déroulède, Tessier continue à soutenir Boulanger par plusieurs articles (***). Le 29 juillet, le Général accorde un entretien aux journaux du groupe (par l'intermédiaire d'une agence parisienne) avant sa venue à Rochefort et Saint Martin de Ré. Celle-ci, le 11 août, est saluée à pleine page.

Les journaux se font l'écho des interrogations du peuple face à l'attitude hostile des partis traditionnels, de gauche comme de droite. En Charente Maritime, par exemple, les notables de tous horizons réagissent en présentant un candidat unique contre Boulanger. Cela ne manque pas d'attiser les querelles : *"A qui fera-t'on croire, écrit le groupe Tessier, que les journaux Bonapartistes et les journaux Orléanistes font campagne pour des candidats Républicains par amour pour la République? Enfin, que **Le Progrès de Saintes, Le Mémorial de Saint Jean d'Angely, l'Echo Rochelais, l'Echo de Jonzac, Le Conservateur de Marennnes et Les Tablettes des Deux Charentes, qui déversent journallement les injures les plus grossières sur tout ce qui est Républicain, qui demandent à***

(*) : Le Rochefortais / L'Île de Ré / Le Phare d'Oleron, 24 avril 1888.

(**) : Le Rochefortais / L'Île de Ré / Le Phare d'Oleron, 3 juin 1888.

(***) : Le Rochefortais / L'Île de Ré / Le Phare d'Oleron, 15 juillet et 19 août 1888.

cor et à cri la suppression de la République, donnent aide et protection à un candidat vraiment républicain?" (*). Cette soudaine "union sacrée" a certainement de quoi étonner l'électeur et les lecteurs de base.

Quelques mois plus tard, en avril 1889, la fuite précipitée de Boulanger en Belgique et l'arrestation des membres de la Ligue des Patriotes de Déroulède frappe les Boulangistes de stupeur. Les journaux Tessier restent muets jusqu'à la condamnation du Général puis se rangent derrière une revue de presse pour cacher leur trouble (**). Le choix des citations paraît empreint d'une fidélité tenace au Général. Ainsi, on laisse dire au **Clairon** : *"Le Parti Républicain commettrait une grave faute (...) s'il se persuadait que le Boulangisme est écrasé définitivement"*. Par l'intermédiaire de **La Presse**, on prend date pour une prochaine échéance électorale : *"Le Sénat a cru condamner le Général Boulanger. Il s'est trompé, c'est lui même qu'il vient de condamner à la peine de mort et bientôt le suffrage universel se chargera de l'exécution"*.

Le rêve a du mal à s'estomper. Les analystes de la presse locale ne sont guère perspicaces. Ont-ils au moins le mérite de la fidélité bien que l'aventure boulangiste ait finalement été très brève?. Examinée sur une plus longue période, la ligne politique du groupe Tessier est plus fluctuante.

2.3.1.2 Une dérive idéologique

Si la condamnation du Général entraîne au sein du groupe Tessier un sursaut de fidélité, la ligne de conduite des éditorialistes n'a pas toujours été très claire. Les débuts du procès du Général, par exemple, ont donné lieu à un coup de poignard dans le dos inattendu après des semaines de soutien virulent : *"Monarchistes, Bonapartistes et*

(*) : **Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron**, 23 décembre 1888.

(**) : **Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron**, 18 août 1889.

Boulangistes s'étaient coalisés contre les candidats républicains dans le but de faire réussir (...) l'homme sous la bannière duquel ils espéraient monter à l'assaut de la République (...). Ils s'étaient imaginés que le pays, oubliant le passé, était fatigué de la liberté et aspirait à se donner un maître (...). Les élections sont une nouvelle preuve de l'attachement du pays aux institutions Républicaines" ()*.

Alors que, au cours de l'année 1888, on avait cru lire un soutien sans faille au Général, l'Ile de Ré et Le Phare d'Oleron profitent du moindre revers, les élections cantonales de juillet 1889, pour opérer un premier volte-face. Néanmoins, il s'agit encore seulement d'un rejet de Boulanger lui même car les thèmes politiques perdurent : *"La révision de la Constitution monarchique de 1875 s'impose"* (**). Bien plus, les revendications s'affirment et se radicalisent : *"Au lieu d'augmenter la durée du mandat législatif, il faut le diminuer afin que le mandataire soit constamment en rapport avec ses mandants et sous leur autorité et, enfin, que le suffrage universel devienne véritablement le maître. Alors, le gouvernement du pays par le pays ne sera pas une dérision"* (***)

Après quelques décennies seulement de pratique électorale, voici les premières traces de défiance envers les élus. C'est le reflet primaire d'un anti-parlementarisme latent. On retrouve dans la presse insulaire la caricature classique du Député inefficace : *"Nos mandataires, tant à la Chambre qu'au Sénat, ne jouissent plus de leurs facultés. (...) Changer de Président est pour eux un événement colossal qui trouble leur digestion et agite leur existence d'ordinaire si paisible et va même jusqu'à déranger la douce sieste si souvent faite sur les fauteuil du Palais du Luxembourg"* (****) .

(*) : Le Rochefortais / L'Ile de Ré / Le Phare d'Oleron, 4 août 1889.

(**) : Le Rochefortais / L'Ile de Ré / Le Phare d'Oleron, 26 février 1893.

(***) : Le Rochefortais / L'Ile de Ré / Le Phare d'Oleron, 26 février 1893.

(****) : Le Rochefortais / L'Ile de Ré / Le Phare d'Oleron, 26 février 1893.

La tendance qui s'affiche en cette fin de siècle dans les titres du groupe Tessier se radicalise, vire même à l'extrémisme : "*C'en est fait, le grand mouvement libertaire va s'accroissant de jour en jour*", écrit-on peu après les lois anti-anarchistes de Casimir Perier (*). Quelques petites phrases de cet acabit vont permettre à Yves Dauriac de parler d'une "*modeste feuille anarchiste, **Le Mouvement***" (**). Les confrères, tel **L'Indépendant Oleronais**, sont beaucoup moins courtois en évoquant "*un horrible canard boiteux, étique, déplumé, nous avons nommé **Le Rochefortais**, qui n'a même pas la force de sortir des marais fangeux dans lesquels il barbotte (...), ce dépotoir d'élucubrations de cervaux malades qui n'est connu qu'à Rochefort et dans les marais qui l'entourent*" (***). Face à la concurrence, Emile Tessier est conduit à repositionner son groupe : "***Le Rochefortais** est un organe Radical teinté de Socialisme (...) **Les Tablettes** appartiennent à l'idée monarchique. **Le Phare des Charentes** recommande les doctrines républicaines*" (****).

La période anarchiste fait suite à l'épisode boulangiste. Elle reflète les revendications radicales exacerbées par un contexte qui remet en question la représentation républicaine. La presse locale va montrer que, si les élus n'agissent pas, les idées ne manquent pas à la base. Après le nihilisme, voici une approche "constructiviste" de la République. Celle-ci ne doit rien aux éditorialistes parisiens des agences. Elle est au contraire d'essence tout à fait insulaire en la personne du rétais Camille Magué.

(*) : **Le Rochefortais** / **L'Ile de Ré** / **Le Phare d'Oleron**, 27 mai 1894.

(**) : Yves Dauriac, op. cit. Du 16 octobre 1884 au 23 juin 1887, **Le Rochefortais** se transforme en **Le Mouvement**. Il redevient ensuite **Le Rochefortais**, puis **L'Ouest Républicain** à partir du 2 février 1902. Les éditions insulaires conservent leur titre original.

(***) : **L'Indépendant Oleronais**, 20 septembre 1894.

(****) : **Le Rochefortais** / **L'Ile de Ré** / **Le Phare d'Oleron**, 13 septembre 1894.

2.3.1.3 Camille Magué, politologue Rétais.

De 1885 à 1907, *Le Rochefortais* et ses éditions périphériques disposent d'un collaborateur prolifique en la personne de Camille Magué. Maire de La Flotte en Ré de 1882 à 1896, cet insulaire est un esprit fécond. Il axe sa réflexion sur la critique de l'ancien Régime et étaye son raisonnement sur des bases scientifiques. Ainsi, dès 1863, il cherche à réfuter la religion chrétienne en soulignant "*les rapports qui existent entre certaines de ses légendes et certaines données astronomiques*" (*). Il serait l'un des fondateurs de la Libre Pensée en France et, en 1886, il crée une section sur l'île de Ré.

Il abreuve les lecteurs d'interminables réflexions politiques. Sa plume, au service de la République Radicale, est l'exemple le plus achevé de ce que pourrait être une presse de débat démocratique. De janvier à juin 1893, Magué disserte sur la Réforme de la Constitution, cheval de bataille du groupe de presse. Il dissèque à longueur de colonne les différents instruments de gouvernement dans l'optique d'un contrôle populaire étroit, sinon direct.

C'est à lui, en premier lieu que ces journaux doivent leur coloration anarchiste à cause de sa remise en question de la délégation de pouvoir par le vote. Magué, pourtant, est loin de rejeter lois et règlements. Au contraire, s'il semble vouloir faire table rase du passé, c'est pour établir une certaine socialisation ou collectivisation des biens. Ainsi, il propose la création d'un impôt sur le capital dont l'assiette serait calculée sur "*sol, mines, constructions, machines, outillage, navires, voitures, animaux servant à l'exploitation, les ustensiles de ménage, les meubles et les objets d'art*" (**).

(*) : Camille Magué : *Jésus Christ ou la vérité vraie dans la question du moment*, Dentu éditeur, 1863. Voir Annexe. LXXVI, une transcription astronomique du mythe chrétien.
(**) : *Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron*, 7 mai 1893.

Camille Magué clôture encore le siècle sur une intervention flamboyante. Il s'agit de nouvelles propositions sur le suffrage universel et le régime parlementaire (*). Mal soutenu par un journal sans lecteurs, trop idéaliste ou trop en avance, Camille Magué ne convaincra pas beaucoup au delà des rives de l'île de Ré. Il est régulièrement défait lors des nombreuses consultations électorales auxquelles il se présente sans relâche. Sa collaboration cesse à l'aube du XXème siècle alors que, justement, le socialisme approche du pouvoir.

Construit sur une base radicale, le groupe Tessier reflète bien les mouvances idéologiques de la fin du XIXème siècle. Il a exploré toutes les nuances de la Gauche mais l'aventure ambiguë du Boulangisme a montré qu'il n'était pas loin de basculer à Droite. Les extrêmes, dit-on, se rejoignent, en voici l'illustration.

2.3.1.4 Barre à Droite

En 1903, Jaurès est élu vice-président de la Chambre des Députés. Cette victoire de la Gauche est diversement commentée par la presse. Le groupe Tessier campe jusqu'alors avec Camille Magué sur des positions très radicales. Pourtant, il qualifie cette approche du pouvoir de "*première gaffe*" (**). Les éditorialistes se justifient ainsi : "*Les pires ennemis de la République ne sont certainement pas ceux qui la combattent ouvertement, comme les monarchistes de toutes nuances, mais bien ceux qui se disent socialistes, amis des ouvriers, prêchant partout des théories absurdes et exagérées qui n'ont d'autres résultats que de discréditer la République en jetant dans toutes les classes la méfiance et la peur*" (***)).

(*) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, de février à août 1897.

(**) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 18 janvier 1903.

(***) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 23 avril 1903.

Bien que le groupe Tessier n'ait pas changé de propriétaire, l'arrivée d'un éditorialiste signant du nom de Pix, début 1903, entraîne cette fois-ci une dérive nettement droitiste. Pour la première fois, République et Ordre sont associés dans "*la République d'ordre, de progrès et de liberté qui est la notre*" (*). Maintenant, la rédaction n'est plus un lieu de débat et de proposition mais un guide qui désigne l'ennemi : "*Le danger révolutionnaire n'apparaît que lorsque les socialistes se sont rendus maîtres d'une ville. Dès que ces promoteurs de bonheur public, au service de l'étranger, dirigent une municipalité, la rue appartient aux violents et le moindre conflit entre ouvriers et patrons dégénère en émeute*" (**).

Pour la presse locale, finis les lendemains qui chantent : "*Depuis l'avènement au pouvoir des fumistes Radicaux, la République est en danger*" (***)). Ce ne sont plus seulement les parlementaires qui sont incapables, mais la société dans son ensemble qui est gangrénée. Contre la gangrène, un seul remède, l'ablation: "*En l'an de grâce 1903, la criminalité atteint des proportions qui seront, je crois, difficiles à dépasser (...). Si la guillotine fonctionnait plus souvent, elle pourrait peut être arrêter cette rouge marée*" (****).

En quelques années, la presse du groupe Tessier a traversé tout le spectre politique en passant d'un extrême à l'autre. A la veille de la guerre, elle campe sur des positions de mécontentement et d'ordre propices à un grand chambardement.

Des autres journaux insulaires de la période, seul **Le Réveil de l'Île d'Oleron** permet une autre approche politique. Lancé en 1895, "*Il défendra les principes*

(*) : Le Rochefortais / L'Île de Ré / Le Phare d'Oleron, 24 avril 1904.

(**) : Le Rochefortais / L'Île de Ré / Le Phare d'Oleron, 23 avril 1905.

(***) : Le Rochefortais / L'Île de Ré / Le Phare d'Oleron, 1 août 1907.

(****) : Le Rochefortais / L'Île de Ré / Le Phare d'Oleron, 18 janvier 1903.

républicains avec la plus grande énergie" (*). Mais, au fil des années, il prend ses distances, avec le Parti Radical en particulier, car *"il est des heures où, avec ses amis, il faut avoir le courage d'exprimer sa manière de voir, c'est une question d'honnêteté politique"* (**).

Du point de vue politique, la presse insulaire de cette période marque une certaine défiance vis-à-vis de la Gauche et, plus généralement, de la politique des partis. Certains, comme **La Revue Rhétaise**, se refusent à entrer dans un tel débat : *"Elle parlera de tout, elle s'occupera de tout ce qui peut intéresser l'île de Ré et ses habitants, sauf de politique. Nous visons à un but de concorde, d'union et d'entente, il n'est qu'un seul terrain sur lequel on puisse le réaliser, c'est le terrain économique où toutes les opinions peuvent se rencontrer et se tendre librement la main en vue du bien général. Donc, en principe, la politique mère de discorde entre les citoyens n'aura pas d'accès à la Revue Rhétaise"* (***)). Ce journal préfère des dossiers plus sociaux ou plus locaux.

2.3.2 LES GRANDES AFFAIRES DU SIECLE

La presse insulaire donne un éclairage particulier à l'évolution sociale, même si nous devons garder en mémoire que, à l'exception de Camille Magué, ses éditorialistes sont souvent des correspondants parisiens. Nous avons choisi ici trois grands moments de l'histoire nationale pour illustrer ce regard sur le monde : le débat sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'affaire Dreyfus, les prémices de la première guerre mondiale.

(*) : Le Réveil de l'île d'Oleron, 4 août 1895.

(**) : Le Réveil, 14 juin 1913.

(***) : La Revue Rhétaise, février 1910.

2.3.2.1 La séparation de l'Eglise et de l'Etat

Entre la Monarchie catholique et la République laïque, les motifs de friction sont nombreux. La querelle religieuse s'enfle du débat sur l'école après la laïcisation de l'enseignement par Jules Ferry, entre 1880 et 1881. Alors que le parti religieux dispose des structures cléricales pour appuyer son action, les laïcs sont relativement inorganisés. Camille Magué, toujours en avance, crée une section rétaise de la Libre Pensée dès 1886 mais il faut véritablement attendre 1901 et la loi sur les associations pour voir les républicains se doter de structures propres à diffuser les idées nouvelles.

Pendant cette période, le débat est ardent et les journaux en sont le principal support. Dans **L'Ile de Ré** et **Le Phare d'Oleron**, une rubrique régulière s'intitule "**La Chronique Noire**". A partir du 28 mars 1886, sous cette référence couleur soutane, on trouve une série de faits divers délictueux ou scabreux mettant en cause des membres du clergé. Il s'agit d'articles venant de toute la France destinés à ternir l'image des prêtres auprès de la population. Les îles alimentent à leur tour cette rubrique. Le curé Goût, d'Ars-en-Ré, y est accusé d'attentat à la pudeur sur un enfant (*). D'autres religieux de l'île seront par la suite suspectés d'attentats à la pudeur ou de pratiques d'avortement (**). Oleron échappe à cette "chasse aux sorcières".

Cette campagne a pour but évident de soutenir les élus qui étudient le projet de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le groupe Tessier en publie d'ailleurs le texte le 13 juin 1886. "**La Chronique Noire**" poursuit sa carrière jusqu'en octobre 1887. Ensuite, les attaques ne cessent pas pour autant, ni leur virulence car "*on sait bien que le cléricalisme*

(*)

(**)

est l'adversaire de la démocratie" ()*, et *"il n'est personne qui ne sache que le cléricalisme a toujours été synonyme de négation absolue de la liberté sous toutes ses formes "* (**).

Le Boulangisme détourne l'attention des rédacteurs quelques années. Au début du XXème siècle, la poussée laïque est telle que la séparation est finalement votée en 1905. Le zèle anticlérical de la presse républicaine peut alors s'estomper avec la satisfaction du devoir accompli.

L'adversaire qui ne veut pas se laisser étouffer, lui, redresse la tête. Sur les files, il se dote de moyens nouveaux avec la naissance d'une presse religieuse dont le premier objectif est de rassurer ses troupes : *"Le zèle exagéré des adversaires de nos oeuvres a comme résultat premier d'augmenter le nombre de nos amis"* (***). A leur tour, les catholiques en appellent aux principes de liberté et d'égalité puisque c'est à eux que se réfèrent les républicains : *"s'adonnant à leurs fantaisies anticléricales, les tyrannaux de village se laissent aller aux pires injustices, interdisent les processions alors qu'il autorisent les manifestations anti-religieuses ou autres, dressent des procès-verbaux aux sociétés musicales et sportives confessionnelles alors qu'ils président les concours des sociétés opposées"* (****).

Dans la pratique, la conjonction des lois sur les associations et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat conduisent à une bipolarisation de la vie locale qui reste aujourd'hui encore profondément ancrée dans la mentalité française. En ces premières années, cela se traduit par une floraison d'associations dans chaque commune... et par quelques frictions de ci de là. La presse est un témoin privilégié de ces moments.

(*) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 20 mars 1892.

(**) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 10 avril 1892.

(***) : Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré, juillet 1913.

(****) : Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré, septembre 1913.

Au début du siècle, les laïcs triomphent, en 1914, les catholiques se sont repris. Ils pressentent très vite qu'ils peuvent se positionner comme l'alternative à une catastrophe imminente : *"Sachez bien qu'il n'y a plus en présence que deux forces. Le socialisme se dresse puissant, avec ses théories décevantes, avec ses surprises, avec ses dangers intérieurs et extérieurs. Le catholicisme, avec son évangile bienfaisant, avec ses siècles de progrès et de charité, s'affirme de plus en plus nécessaire à toutes les âmes de bonne volonté"* (*). Pour l'Eglise, toute crise ne peut être que libératrice, un mal nécessaire, déjà une victoire : *"Le miracle est fait, en redevenant tout à fait française, l'armée nationale se retrouve catholique. La transformation s'accomplit dans les individus, le contre-coup politique suivra!"* (**).

L'église a perdu une bataille mais elle croît pouvoir gagner la guerre.

2.3.2.2 L'affaire Dreyfus

Parallèlement au débat Eglise / Etat, une grande affaire juridico-sociale occupe les colonnes de la presse. Alfred Dreyfus est arrêté en octobre 1894 pour espionnage au profit de l'Allemagne. Ce fait divers ne mérite pas une ligne dans la presse insulaire. Le 23 décembre 1894 seulement, les journaux signalent l'ouverture du Conseil de Guerre. Le 27, ils commentent presque sobrement la sentence : *"La condamnation, du Capitaine Dreyfus, tout en soulageant l'opinion, ne l'a cependant pas entièrement satisfaite (...). L'on condamne à mort un pauvre soldat exaspéré qui jette son képi à la tête de l'officier qui le juge et le traître qui vend son pays échappe à cette peine. Une telle iniquité est monstrueuse et révoltante"* (***)).

(*) : Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré, mai 1914.

(**) : Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré, août 1914.

(***) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 27 décembre 1894.

Comment comprendre cette attitude ambiguë? Souvenons-nous d'abord que, quelques années avant, le groupe Tessier a été abusé dans ses sentiments Boulangistes. S'agissant de juger un homme, il est donc désormais plus réservé. Encore une fois, il cache sûrement ses vrais sentiments dans la revue de presse qu'il publie, ainsi qu'il avait eu la sagesse de le faire pour Boulanger. Cette sélection de textes est bien moins équivoque. Le Général Rio déclare au **Journal** : "*Je n'ai qu'un regret, c'est qu'on n'ait pas pu fourrer douze balles dans la peau de ce gaillard là!*". Le poète François Coppée n'est guère plus romantique dans les mêmes colonnes : "*Qu'on nous montre donc l'infâme face du traître, que nous crachions tous dessus l'un après l'autre*". Henri Rochefort, dans **L'Intransigeant**, complète le tableau en apportant la touche raciste : "*Voilà ce que ce juif a vendu lachement!*".

Ce n'est pas par hasard que nous citons ici Rochefort (*). L'itinéraire intellectuel de ce pamphlétaire est assez similaire à celui de la presse Tessier : Communiste, Boulangiste, puis Nationaliste. De plus, ses mésaventures judiciaires le conduisent, entre autre, au bagne de Saint Martin de Ré, comme Dreyfus, ce qui fait de ces personnages, deux iliens d'adoption. Cette vie illustre bien l'appréciation de Jacques Néré (**), selon lequel bon nombre de Boulangistes se retrouvent anti-dreyfusards.

Toutefois, l'émotion soulevée par le procès reste brève. L'arrivée de Dreyfus au bagne de l'île de Ré est empruntée par la presse insulaire à un confrère, **La Charente Inférieure** (***). Ce fait illustre combien la liaison du groupe Tessier avec les îles est mal organisée et combien il est difficile de s'appuyer sur des bénévoles pour couvrir

(*) : Henri Rochefort, 1831-1913, journaliste et homme politique.

(**) : Jacques Néré, op. cit.

(***) : *Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron*, 25 janvier 1895.

professionnellement l'information.

Il faut attendre la réouverture du procès pour que l'Affaire Dreyfus prenne réellement une dimension médiatique dans la presse charentaise. Les esprits ayant mûri, le groupe Tessier réouvre le dossier avec une optique toute différente : "*L'infailibilité n'appartient point à l'homme, qu'il porte la robe ou l'habit gallonné. Par conséquent, il n'y a point de déshonneur à s'être trompé. Au contraire, il y a un très grand mérite à la reconnaître*" (*). Les rédacteurs du **Rochefortais** auraient pu faire leur cette belle formule.

Un entretien avec Emile Zola accompagne cet acte de contrition. Ensuite, chaque semaine, des informations seront données sur le procès en révision, jusqu'à la publication du célèbre "*J'accuse!*" à la "Une" de la presse insulaire, le 16 janvier 1898. L'affaire Dreyfus devient l'affaire Zola. Désormais toujours prudente lorsqu'il s'agit de donner son avis sur une personne, l'équipe Tessier se réfugie derrière des titres prestigieux pour fustiger les juges de l'écrivain. Le **Daily Mail** est, entre autres, appelé à la rescousse : "*M. Zola s'en va en prison pour un an. La France disparaît de la liste des nations civilisées*" (**). A chaque édition, les nouvelles de l'affaire Dreyfus figurent en bonne place, jusqu'à la grâce du Capitaine, en septembre 1899.

L'affaire Dreyfus ne sera pourtant définitivement close qu'en 1906, lors de la réintégration du Capitaine dans l'armée. Cet épisode provoque un curieux volte-face dans la presse Tessier qui est désormais plutôt réactionnaire.

On, s'en prend, certes au Capitaine : "*Dreyfus n'a rien compris au tempérament*"

(*) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 5 décembre 1897.

(**) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 3 mars 1898.

Français, cet homme n'est pas des nôtres!" (*). Mais avant cela, l'anathème a été jeté sur Zola, son principal défenseur : *"Voilà qu'on parle des cendres de Zola au Panthéon (...). Le père de Coupeau, La Trouille (...) et de tant d'autres belles fripouilles voisinant avec Victor Hugo et les grands génies en vers! (...) Zola au Panthéon, c'est la fin de toute grâce et de toute beauté"* (**).

Décidement, le groupe Tessier n'est pas à un revirement près! Comble d'ironie, la rue de Rochefort qui abrite les bureaux du journal est baptisée rue Emile Zola en avril 1907.

2.3.2.3 Les prémices de la guerre

Mal inspirée dans le suivi des grandes affaires sociales, la presse insulaire a-t-elle été mieux inspirée dans sa lecture des signes avant-coureurs de la guerre? Dans les mois qui précèdent le conflit, elle ne semble pas particulièrement perspicace.

Il faut parcourir ses pages avec le recul de l'histoire pour saisir, au hasard des lignes, les indices d'un malaise. Ainsi, on est surpris des titres de plusieurs articles repris à l'Agence Presse Associée par **Le Réveil d'Oleron** au cours de l'année 1913 : **"La presse juive à New York"**, **"Les juifs new yorkais"**, **"Les israélites au Landstag prussien"**, **"Deux prêtres noirs à Rome"**, **"Christophe Colomb était juif"**, **"Les juifs dans le monde"**... Mais ne sont-ce pas ici nos acquis culturels qui soulignent des éléments qui ne prendront toute leur valeur qu'après le premier conflit mondial? Le malaise qui conduit à la guerre est mal retranscrit par la presse.

Début 1913, on semble toujours croire au pouvoir de la dissuasion. *"Pour être sur*

(*) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 23 juillet 1906.

(**) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 15 et 19 juillet 1906.

d'éloigner de nous, si jamais elles se produisaient, les menaces de guerre, ou les tentations d'humiliation, nous avons le devoir d'être toujours forts, toujours calmes, toujours prêts" ()*.

A la fin de l'année, quelques inquiétudes voilées transparissent : *"Je vous souhaite d'abord de ne pas éprouver, pendant ces douze mois, de douleur patriotique"* écrit le curé de Saint Martin de Ré dans son **Bulletin Paroissial** (**). Les plus inquiets sont également ceux qui voient dans la guerre un moyen commode pour conforter l'esprit national, autour de l'église par exemple. Mais ils ne sont pas les seuls.

Pour certains, la guerre se nourrit de revanche : *"Voilà quarante-trois ans que nous avons assisté à cette mise sous le joug prussien par l'Allemagne, de l'Alsace et de la Lorraine qu'aucun de ceux de notre génération ne considère comme définitivement perdues pour la France (...). Si cela importe peu à M. Jaurès, par exemple, cela nous émeut beaucoup, nous autres "* (***)). Nous ne nous étonnerons pas de trouver ces propos dans la presse Tessier qui accomplit ici l'itinéraire complet menant du Boulangisme au Nationalisme revanchard incarné par Déroulède et sa Ligue des Patriotes, après une petite étape anti-dreyfusarde.

Pourtant, ces nationalistes fervents sont incapables d'apprécier l'imminence du conflit. A la veille de la déclaration de guerre, l'éditorialiste du groupe Tessier avoue manquer de matière pour son article hebdomadaire : *"De quoi vous parlerais-je, vraiment, sinon de la comédie qui se joue en ce moment au Palais"* (****). L'assassinat du journaliste Calmette par l'épouse du Ministre Caillaux passionne les foules bien plus que d'hypothétiques mouvements de troupes.

(*) : Le Réveil de l'île d'Oleron, 14 juin 1913.

(**) : Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré, décembre 1913.

(***) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 24 mai 1914.

(****) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 26 juillet 1914.

La déclaration de guerre surprend tout le monde, y compris les éditeurs locaux qui n'ont que le temps de lacher leurs imprimeries pour prendre le fusil. Des journaux disparaissent ainsi du jour au lendemain sans même avoir annoncé le conflit (*). Les rares titres qui restent font de leur mieux pour maintenir le moral de la population : "*La victoire s'annonce et bientôt, elle sera complète!*" (**).

Si l'on se réfère aux informations politiques et aux grands dossiers nationaux, la presse insulaire, ou du moins les agences parisiennes qui la fournissent, n'apparaît pas très pertinente. En ce sens, elle reste peu crédible et ne peut donc espérer raisonnablement prospérer. Reste l'information locale puisque les rédacteurs sont en prise directe avec l'actualité.

2.3.3 LES PRÉOCCUPATIONS LOCALES

L'information locale occupe une place légèrement différente selon les supports. Rares, nous l'avons dit, sont ceux qui demeurent exclusivement insulaires mais le public opère lui-même une sélection. Le tirage de la presse insulaire semble correspondre à son implication locale. Tous les journaux, plus ou moins, racontent la vie du pays au jour le jour. Cette partie de l'information se compose de brefs faits divers rarement accompagnés de commentaires.

(*) : Le Réveil de l'île d'Oleron s'excusera d'avoir abandonné ses lecteurs sans avertissement... dans son numéro de reprise, le 2 août 1919!
(**) : Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré, décembre 1914.

Il arrive pourtant aussi que le débat s'instaure localement. Cela nous vaut des analyses ou des réflexions sur les préoccupations des habitants ou l'avenir des îles. Nous avons choisi de nous intéresser à deux dossiers principaux : l'économie traditionnelle (agriculture et mer) et le tourisme car ces thèmes constituent un trait d'union entre les différentes périodes étudiées. De plus, c'est à travers eux que les îles évoluent pour atteindre leur stade actuel de développement.

Méfions-nous des a priori. Telle est la première leçon à retenir d'une analyse axée sur l'économie traditionnelle. Sur les îles, on peut s'attendre à rencontrer nombre d'informations à propos de pêche ou d'activités maritimes. A l'exception des naufrages, souvent de bateaux étrangers aux îles, ce n'est pas le thème de prédilection des journaux. L'agriculture arrive en tête des préoccupations des insulaires.

2.3.3.1 L'agriculture

La vigne s'impose alors comme l'activité primordiale de Ré et Oleron. Le vignoble insulaire est florissant car les îles seront touchées en dernier par le Phylloxera (*). Dès leurs premiers numéros, les journaux locaux témoignent de cette bonne santé : *"Puisque, bien qu'à peine fondé, **Le Journal de l'Île d'Oleron** (***) est déjà très répandu, il rendrait service aux insulaires en adressant un appel à tous les vignerons sans emploi des environs de Saint Jean d'Angely, Matha, etc... Ceux-ci trouveraient assurément ici un travail rémunérateur soit à titre de domestique, de vigneron ou de bordier" (***)* .

Toutefois, les insulaires doivent rester vigilants. La presse les appelle à la

(*) : insecte parasite de la vigne qui détruit l'ensemble du vignoble français vers 1880.
(**) : remplacé simplement par Les Tablettes de l'Île de Ré dans l'autre édition.
(***) : Le Journal de l'Île d'Oleron / Les Tablettes de l'Île de Ré, 8 janvier 1882.

prudence : *"notre territoire est le seul qui soit considéré comme indemne quant au Phylloxera dans le département de Charente Inférieure. (...nos compatriotes...) doivent se conformer strictement à l'arrêté préfectoral qui défend d'introduire sur l'île ni arbustes, ni sarments de vigne, ni terre, etc... provenant du continent. C'est dit-on à l'imprudence d'un propriétaire qui a transporté des pierres du continent dans l'île d'Oleron, que le terrible insecte a pu se propager dans cette île"* (*).

La crise du Phylloxera bouleverse l'économie traditionnelle en s'attaquant à l'un des rares produits exportable des îles : *"Le commerce et l'agriculture ne procuraient à la population, en échange d'un rude labeur, qu'une existence misérable. Le peu de numéraire qui entrait sur l'île provenait de l'exportation de quelques milliers de tonneaux de vin et de sel"*, dit Paul Thomas (**). Cela aggrave les déséquilibres déjà perceptibles avant la fin du siècle. A côté de leurs champs, les agriculteurs multiplient des activités complémentaires : sel, huîtres et pêche mais de façon empirique, au gré des marées. Ce ne sont pas des métiers à part entière. Pour le sel, d'ailleurs, l'avenir est déjà bouché : *"M. X, ne trouvant plus de saulniers pour ses marais salants en a fait don à la commune d'Ars. Ce qui autrefois, à l'île de Ré, constituait une fortune, se donne aujourd'hui !"* (***)).

Sur l'île d'Oleron, deux cent écluses à poissons sont supprimées en 1852. On réclame leur réouverture en 1886 (****) mais toute une partie de la population est ainsi privée d'une ressource complémentaire importante. L'Ecole des Torpilles de Boyardville est fermée sans que les oleronais ne paraissent s'inquiéter des répercussions économiques possibles d'une telle décision (*****).

(*) : Les Tablettes de l'île de Ré / Le Journal de l'île d'Oleron, 26 février 1882.

(**) : Paul Thomas, op. cit.

(***) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 14 novembre 1897.

(****) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 21 mars 1886.

(*****): Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 28 mars 1886.

Pourtant, certains commencent à se poser des questions sur l'avenir de leurs îles :
"Inutile de leurrer les cultivateurs d'espoirs chimériques. Disons-leur que le salut, pour eux, est dans l'association. Qu'ils se regroupent pour se procurer des engrais, des machines, et pour produire davantage à meilleur marché" (*). Cela implique certainement des changements radicaux dans l'agriculture traditionnelle mais le siècle nouveau n'incite-t'il pas à des mutations?

Sur l'île de Ré, déjà, la prise de conscience est profonde. D'aucuns n'hésitent pas à proposer des mesures d'envergure : *"La campagne rétaise, avec ses innombrables parcelles en triangle, trapèze ou rectangle dont quelques unes ont été comparées, par leurs dimensions, à des mouchoirs de poche, ne seront plus qu'un souvenir (...) apparaîtront de vastes propriétés d'un seul tenant où le laboureur conduira sa charrue perfectionnée, sa faucheuse, sa moissonneuse-lieuse, dans des clos de large étendue où, à l'abri des pilleurs nocturnes, croîtront les primeurs bien cultivés, bien sélectionnés pour les marchés des grandes villes vers lesquelles les dirigeront les syndicats de production et d'exportation communaux ou cantonaux"* (**). **La Revue Rhétaise** dresse, dès avant guerre, un panorama futuriste de la situation agricole insulaire avec restructuration des exploitations, création de produits primeurs, syndicats de production, équipes de commercialisation... En avril 1910, elle publie une analyse économique fournie sur les débouchés du marché Britannique en primeurs, avec le coût des intermédiaires commerciaux, l'étude des meilleurs moyens de transports !

Ces articles nous apprennent tout d'abord que la crise agricole a précédé la guerre

(*) : **Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron**, 5 juillet 1900.
(**) : **La Revue Rhétaise**, mai 1910.

de 14-18 alors qu'on l'attribue généralement à l'absence des hommes dans les champs pendant cette période. Ensuite, la presse locale prouve qu'elle peut tenir, au moins sur Ré, un rôle de catalyseur et de diffuseur des idées, laboratoire de proposition, véritable agora populaire.

2.3.3.2 Les métiers de la mer

Pratiquement muets sur les activités maritimes, les journaux insulaires trahissent ainsi le fait que ces occupations ne sont encore qu'accessoires pour les iliens. La presse commence pourtant à parler des métiers de la mer à l'approche du siècle. L'**Annuaire de la Presse** signale, en 1891, un **Bulletin Maritime de Marennes**, "*Organe spécial des ostréiculteurs, marins et pêcheurs de sardines du littoral d'entre Charente et Gironde*". Les métiers de la mer sont encore un ensemble de petites occupations complémentaires mais aucune n'est vraiment une activité à part entière. En 1893, l'**Annuaire** mentionne un **Bulletin Ostreicole et Maritime**. Il faut voir là les manifestations de la naissance d'une profession.

Si les premiers problèmes se font jour, c'est sans doute le signe que cette activité prend un essor qui rend nécessaire son organisation. Le **Journal de l'Île d'Oleron** signale des transports d'huîtres par trains spéciaux dès le 5 novembre 1882, preuve que le commerce existe. Il est même déjà assez structuré si l'on en croit E. Murat, ostréiculteur à Saint Trojan : "*Si messieurs les expéditeurs, les veinards, gagnent de l'argent, je n'en suis point jaloux. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que nous autres, les éleveurs, les deshérités qui pour telle ou telle cause ne pouvons expédier, nous risquons de gros capitaux pour en retirer des bénéfices si minimes que nous en sommes presque*

découragés" (*). Pour qui connaît la profession en 1989, les positions établies depuis un siècle n'ont guère évolué et les discours non plus.

Si les antagonismes humains sont déjà puissants, il est un autre combat qui s'engage, celui qu'entraîne dans le Bassin de Marennes Oleron, l'introduction de l'huître portugaise ; *"La portugaise qui fait vivre aujourd'hui bien des gens peut être considérée comme le plus terrible fléau que l'ostréiculture ait à craindre dans l'avenir car un moment viendra où il ne sera plus possible d'élever des huîtres plates dans les viviers (...). Il y en aura peut être pour des années avant que la culture de l'huître de Marennes soit compromise mais l'invasion de la portugaise est un danger auquel nous n'échapperons pas"* (**)

Ces premiers commentaires dressent un portrait contradictoire des deux îles. Ré montre des racines plus terriennes en privilégiant l'agriculture. En même temps, on y propose des solutions à la crise. Que ces réflexions aient été ou non suivies d'effet reste pour nous secondaire. Nous retiendrons d'abord le rôle que joue la presse dans ce débat. Il s'agit d'un rôle d'appui, de diffusion des informations et des idées.

Sur Oleron, toutefois, nous ne voyons qu'une situation conflictuelle avec des antagonismes humains déjà bien établis entre les différents professionnels du monde ostréicole. Cela se concrétise, entre autre, par la polarisation des producteurs sur la culture traditionnelle de l'huître plate et le rejet de la portugaise importée.

Là où l'île de Ré imagine des restructurations d'exploitations et de nouveaux produits pour faire face aux nouvelles conditions du marché, l'île d'Oleron constate un fait, assoit les positions de chacun des partenaires mais ne propose aucune adaptation.

(*) : L'Indépendant Oleronais, 10 juin 1894.

(**) : L'Indépendant Oleronais, 17 juin 1894.

Au contraire, elle se referme sur elle même dans une réaction très protectionniste :
"Emu de l'envahissement du marché ostréicole par les portugaises du Bassin d'Arcachon, le Conseil Municipal du Château d'Oleron a pris récemment une délibération motivée en vue de protéger l'élevage local. Il demande que les portugaises importées dans l'arrondissement de Marennes après le 15 mai de chaque année, c'est à dire celles dont le développement n'aura pas été obtenu dans les parcs mêmes de l'arrondissement, ne puissent être vendues et expédiées que sous leur nom d'origine" ()*.

2.3.3.3 Le tourisme

Si **Le Journal de l'Île d'Oleron** et **Les Tablettes de l'Île de Ré** sont deux éditions de **La Gazette des Bains de Mer de Royan**, cela prouve que la baignade est une activité déjà bien en vogue sur les côtes charentaises. Il y eut 18 420 touristes à Royan en 1877 et 71 614 en 1881 (**). Le phénomène est peut être encore limité, du moins à certaines catégories sociales. En tous cas, il occupe une place relativement importante des pages locales.

En 1885, l'**Annuaire de la Presse** signale l'existence d'une publication quotidienne royanaise au titre curieux : **Liste Officielle des Etrangers**. Au delà de l'appellation, il faut souligner qu'il s'agit d'une édition du groupe Billaud. Après quelques saisons de vie séparée, cette feuille rejoint, sous forme de rubrique, les autres titres du groupe. En ce qui concerne les îles, elle apparaît donc sur **Le Journal de l'Île d'Oleron** puisque **Les Tablettes de l'Île de Ré** s'éteignent fin 1882.

A ce moment là, **Le Journal de l'Île d'Oleron** perd encore plus sa dimension

(*) : **Le Journal de l'Île d'Oleron**, 5 juillet 1914.

(**) : **Les Tablettes de l'Île de Ré / Le Journal de l'Île d'Oleron**, 30 avril 1882.

oleronaise. En effet, la **Liste** ne présente que des touristes de Royan et aucune rubrique équivalente n'existe pour l'île. Les lecteurs insulaires ont sans doute peu à faire de connaître les visiteurs de la Côte de Beauté. Ils ont les leurs et un certain nombre de problèmes à résoudre avec l'émergence de ce nouveau secteur économique.

Y eut-il un décalage dans l'arrivée des touristes sur les îles ? La presse locale donne rapidement des indices qui peuvent laisser penser que non. Ainsi, le compte-rendu des dégâts d'une tempête, en octobre 1882, mentionne que les cabines de bain de la plage de Saint Trojan ont été renversées (*). Le premier martyr de la cause touristique semble être un estivant de La Couarde en Ré victime d'une noyade en 1891 (**). Prenons cet incident comme le symbole de l'entrée dans le monde de l'industrie touristique.

Au delà de l'anecdote, en effet, l'information touristique se développe considérablement, au rythme d'une activité qui s'internationalise. A la veille de la guerre, la **Revue Rhétaise** signale, entre autres estivants, la présence de la famille du géographe Elisée Reclus, de touristes américains, polonais, russes et norvégiens! (***)

Les îles s'adaptent diversement, mais relativement vite, à cette nouvelle activité. La presse, en particulier, montre une capacité rare à saisir certaines subtilités du tourisme. Ainsi, la direction du **Journal d'Oleron** "*remercie les nombreux commerçants qui ont adressé leurs annonces pour être insérées pendant la saison des bains. A partir de dimanche, le journal contiendra tous les renseignements pour guider MM. les touristes et baigneurs qui viennent dans l'île. Avis à MM. les commerçants qui voudraient se faire recommander en*

(*) : Les Tablettes de l'île de Ré / Le Journal de l'île d'Oleron, 5 novembre 1882.
(**) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 30 août 1891.
(***) : La Revue Rhétaise, octobre 1910.

adressant une annonce (...) la distribution du journal sera faite gracieusement pendant la saison balnéaire" (*). Voilà faire bien peu de cas de la population locale qui a acheté **Le Journal** et s'y est abonné depuis sa création, quelques mois plus tôt.

Le Journal va encore plus loin dans le mépris du lecteur insulaire : "*La direction à l'honneur d'informer ses abonnés que la saison balnéaire étant terminée, la publication du journal sera ajournée jusqu'au 7 janvier 1907*" (**). Les lecteurs insulaires sauront faire justice à cette escroquerie, **Le Journal d'Oleron** ne se relève pas d'une aussi brillante prestation.

La presse insulaire telle que l'illustre **Le Journal d'Oleron** dévalue considérablement le rôle informatif des journaux. Une nouvelle fois, l'aspect économique l'emporte. Ce n'est heureusement pas le cas de tous les titres mais il est intéressant de voir comment l'édition a pu s'adapter très vite au phénomène saisonnier du tourisme. Dans les autres publications, la presse joue son rôle plus classique de support de publicité en complément du rôle informatif.

La complémentarité entre l'information rédactionnelle et la publicité apparaît relativement tôt. Côté rédactionnel, cela se concrétise par la volonté de mieux faire connaître les îles. Dès 1885, on annonce la publication du guide "*Le Touriste*", édité à Paris (***) . Aussitôt après, apparaissent les premiers reportages touristiques. **Le Réveil de l'Île d'Oleron** (****) vante les plages de l'île. Emile et Solange Perrin relatent un voyage sur les îles (*****). Edouard Seinguerlet propose aux lecteurs un sinueux

(*) : **Le Journal d'Oleron**, 22 juillet 1906. Voir annexe XXXI.

(**) : **Le Journal d'Oleron**, 16 septembre 1906.

(****) : **Le Rochefortais / L'Île de Ré / Le Phare d'Oleron**, 14 juillet 1895.

(***) : **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, 5, 12, 19 et 26 juillet 1896.

(*****): **Le Rochefortais / L'Île de Ré / Le Phare d'Oleron**, 10 août 1899.

itinéraire Paris - Oleron (*). La **Revue Rhétaise** (**) va jusqu'à publier les souvenirs de voyage de l'écrivain Eugène Fromentin (***), mort en 1876, ce qui recule encore les débuts du tourisme sur les îles du littoral charentais.

Grâce à la publicité, il devient possible de mieux apprécier l'évolution de cette activité nouvelle. Ainsi, au départ, nous découvrons ce que l'on peut appeler un tourisme d'affaire, basé sur l'attractivité de l'économie traditionnelle. Les hébergements locaux cherchent à attirer des commerçants, à l'image de "*l'hôtel de la Renaissance où se réunissent les détenteurs de liquides, vins et eaux de vies, propriétaires et négociants*" (****).

Le tourisme balnéaire, pour sa part, est moins présent dans la presse locale. Il faut reconnaître que ce n'est pas le meilleur support pour aller au devant de la clientèle continentale. Epiciers, restaurateurs et autres artisans s'adressent aux vacanciers dans les pages locales en pleine saison seulement. Rares sont ceux qui profitent des journaux insulaires pour une publicité d'avant saison. Le seul exemple de ce type est sans doute celui d'un hôtel de Boyardville, en 1894. L'expérience n'est d'ailleurs pas renouvelée l'année suivante.

En tous cas, les insulaires commencent à s'en persuader, le tourisme est désormais une activité importante dans l'économie locale : "*Décidement, Oleron va devenir une vaste station balnéaire. cette perle de l'Atlantique si longtemps ignorée des baigneurs et des*

(*) : Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron, 18 juillet 1900 et suivants.

(**) : La Revue Rhétaise, décembre 1912 à juillet 1913.

(***) : Eugène Fromentin, 1820-1876, écrivain natif de La Rochelle, auteur, entre autres, de *Dominique*.

(****) : Les Tablettes de l'île de Ré / Le Journal de l'île d'Oleron, 8 janvier 1882.

touristes est entrée dans une phase nouvelle". L'industrie touristique, avec l'organisation commerciale que cela implique, se profile à l'horizon : "Indépendamment de la société qui se propose de peupler Boyardville de baigneurs, une ou deux sociétés analogues doivent transporter dans l'île des légions d'étrangers, de sorte que les hôtels seront au complet" ()).*

Avec cette approche commerciale et la démarche mercantile du **Journal**, nous voyons qu'Oleron aborde le tourisme comme une nouvelle manne à exploiter par tous les moyens. Encore une fois, l'île de Ré pose un regard différent sur cette mutation. La **Revue Rhétaise**, décidément la plus intellectuelle de toutes les publications de la période, se pose déjà le problème des conséquences de l'invasion touristique dans les sites naturels que sont les îles : *"Soignons un peu le tableau puisque nous possédons un cadre admirable afin que, par l'effort commun, judicieusement dirigé, il y ait dans l'océan, comme dans la Méditerranée, une île de Beauté, et que ce soit la notre!" (**)* .

Près d'un siècle plus tard, l'adaptation des insulaires au tourisme n'a guère évolué. Vers 1900, la saison balnéaire débute mi juillet puisque **Le Journal d'Oleron** n'annonce sa distribution gratuite que le 22 (***)). Elle se termine fin août puisque le même **Journal** cesse sa parution le 16 septembre. De ce point de vue rien n'a changé et on peut se demander si on est vraiment passé au stade industriel du tourisme. Les questions de promotion, publicité et protection des sites sont également toujours d'actualité.

Mal informés sur le monde par une presse médiocre, peu informés sur eux mêmes, les insulaires vivent-ils totalement coupés du monde? Non. Les insulaires, eux aussi, voyagent, un oleronais au moins, Théodule Berbudeau. Pendant plusieurs semaines, il

(*) : L'Indépendant Oleronais, 17 juin 1894

(**) : La Revue Rétaise, octobre 1910.

(***) : Le Journal d'Oleron, 22 juillet 1906.

donne aux lecteurs ses longues impressions de voyage en Amérique puis au Brésil (*).

2.4 CONCLUSION

A LA PREMIÈRE PARTIE

L'étude de la presse insulaire, de son éclosion à 1915, montre une gestation difficile, secouée de soubresauts et dominée par des groupes de presse extérieurs aux îles. Cette prédominance du facteur économique dans l'émergence de la presse locale est une donnée nouvelle, semble-t-il, à cette époque de l'histoire de la presse. La pratique éditoriale de certains titres nous montre que l'information n'est pas toujours la motivation première des journaux. De ce point de vue, leur contenu est généralement pauvre. Cela s'explique à la fois par leur désintérêt pour cette partie de leur activité, par la distance géographique entre les imprimeries et les îles ainsi que par le recours au personnel bénévole. Voilà pourquoi les premiers titres véritablement insulaires ont un meilleur impact.

Nous trouvons en effet sur ces supports un contenu local supérieur quoique encore ébauché. Nous voyons également l'ébauche de deux voies différentes, l'une privilégiant le fait, l'autre le commentaire. Au travers d'elles se construit l'image de deux îles aux pulsions différentes : Ré, plus intellectuelle, Oleron, plus mercantile. Leurs manières d'aborder la crise agricole, l'ostréiculture puis le tourisme en sont des exemples frappants.

(*) : *Le Rochefortais / L'île de Ré / Le Phare d'Oleron*, du 10 juillet 1887 au 11 mars 1888 puis le 2 novembre 1890.

3. DEUXIEME PARTIE : 1915 - 1944

3.1 CHAPITRE 1

INVENTAIRE DE LA PRESSE CHARENTAISE ET INSULAIRE 1915 - 1944

La seconde période de notre étude est fertile en événements qui ont de considérables répercussions sur la presse française. Nous abordons ces années en passant par trois étapes déterminantes : 1915-1918, la période de guerre; 1919-1940, l'entre-deux-guerres; 1940-1944, la période d'occupation.

3.1.1 LA PRESSE CHARENTAISE

3.1.1.1 La période de guerre : 1915-1918

Début 1915, une trentaine de titres sont encore publiés en Charente Inférieure, ce qui est assez remarquable. Deux seulement disparaissent avant la fin de la guerre alors que sept voient le jour, dont quatre en 1918. Parmi eux, trois connaissent une vie éphémère, quatre subsistent plusieurs années. Compte-tenu de la conjoncture, le bilan reste très positif.

Les nouveaux venus sont d'abord hebdomadaires (3), ce qui confirme l'adéquation de cette périodicité avec le rythme pondéré des charentais. Deux sont encore

bi-hebdomadaires, un quotidien et un autre mensuel. Trois refusent de s'aligner sous une bannière politique, deux restent "Républicains", l'un soutient la Droite (Union Nationale), l'autre la Gauche (Socialiste).

3.1.1.2 1919 - 1940

La Charente Inférieure sort de la guerre avec une presse encore bien vivace puisque le nombre de titres a progressé. Dès la fin des hostilités, la création de journaux reprend de plus belle : neuf en 1919, cinq en 1920. Hélas, les temps ont changé. Sur ces quatorze naissances, six ne survivent pas plus de douze mois. La moyenne annuelle de lancements tombe en-dessous de trois titres par an.

Il y a cinquante-trois créations, en tout, au cours de la période. 1924 et 1925 marquent les premières épidémies dans le petit monde de la presse départementale : onze titres, dont la moitié créés depuis la fin de la guerre, disparaissent ces deux années là. En 1926, pour la première fois, aucune naissance n'est enregistrée. 1927 voit le contingent de titres se réduire encore de trois unités. Au début des années 30, il ne reste plus que trente-cinq journaux sur le département.

Par la suite, les disparitions deviennent plus nombreuses que les créations. La Seconde Guerre Mondiale survient à un moment de faiblesse des éditeurs de presse et provoque une véritable hémorragie : treize titres cessent leur parution en 1939. Neuf publient leur dernier numéro le 26 ou le 27 août, certains le 2 septembre, selon leur jour de tirage, soit au moment même de l'instauration de la censure par les décrets du 27 août et 1er septembre. Les journaux se sont-ils sabordés ou la censure a-t-elle été très draconienne? Nous l'ignorons, mais ceux qui continuent à paraître font contre mauvaise fortune bon coeur. **Le Républicain de l'île de Ré**, pour sa part, imprime des surfaces

blanches à la place des passages censurés, comme tous ses confrères. Toutefois, il comble ces espaces avec de petites formules humoristiques : "*Salut à notre délicieuse Anastasie*", "*Merci ma mignonne*", "*Retranché d'une douce main*", "*Aimablement censuré*", "*Encore toi, ma charmante*", "*Qui s'en plaindrait, ma toute belle*" (*). Peu de titres ont autant de bonne humeur. Début 1940, le Préfet ne recense plus que vingt quatre titres en activité (**).

L'armistice, signé le 22 juin 1940, partage la France en deux. Il met aussi fin prématurément à une expérience de quotidien départemental, celle de **l'Eclair** au nom prémonitoire. Lancé le 25 mai 1940, il s'arrête le 24 juillet. Cette tentative de **l'Eclair** est à souligner car la Charente Inférieure ne dispose plus de quotidien départemental depuis la disparition du **Phare des Charentes**, en 1900. La presse bordelaise s'est aussitôt implantée sur le marché, avec **La Petite Gironde**, **La Liberté du Sud Ouest** et **La France** de Bordeaux dont le seul concurrent est **Le Populaire** de Nantes. Les publications charentaises adoptent de plus en plus le rythme hebdomadaire (31) ou mensuel (11).

Côté politique, on avoue un peu moins ses sympathies. Est-ce le contre-coup des expériences boulangistes ou dreyfusardes qui rend prudents les éditeurs? On parle donc de "Politique" en général (7 titres), ou on reste sagement "Républicain" (8). Les tendances avouées s'éparpillent sur l'éventail politique : à Droite, sans doute, les "Nationalistes" (1) et "Union Nationale" (2), voire le "Bloc Républicain" (1) et, sans hésitation, les tenants, de plus en plus nombreux, de "L'Ordre" (4); en face, on est simplement de "Gauche" (2) ou on arbore des nuances "Radical Socialiste" (2),

(*) : **Le Républicain de l'île de Ré**, 24 novembre 1939. Voir Annexe LI et LII.
(**) : rapport préfectoral du 10 avril 1940.

"Socialiste Libéral" (1), "Républicain Socialiste" (1) avant de s'affirmer "Socialiste" (1) et même "front Populaire" (1). En marge, on retrouve les "Royalistes" (1) et un organe clérical d'obédience catholique.

3.1.1.3 1940 - 1944

Les structures de la presse nationale en général vont être bouleversées par le second conflit mondial. Une première vague balaye les titres les plus fragiles dès l'entrée en guerre de 1939. Une seconde coupe-franche est réalisée en 1940. L'armistice du 22 juin coupe le pays en deux, mettant la Charente Inférieure en zone occupée. Deux titres ont cessé de paraître début 1940, quatre disparaissent en juin, trois autres vont bientôt les imiter. Beaucoup d'éditeurs ont abandonné leur imprimerie du jour au lendemain, ceux qui restent doivent se plier au contrôle de l'occupant qui, de plus, contingente le papier. Depuis la création d'un Ministère de l'Information, le 31 mars 1940, l'autorisation préalable à toute publication, c'est-à-dire la censure, est réapparue. Peu de titres vont voir le jour pendant cette période en France. En Charente Maritime, on assiste quand même à deux créations sous le contrôle de l'occupant.

Les Ordonnances du 6 mai et du 26 août 1944 organisent les entreprises et les professions de l'information. Celle du 30 septembre interdit aux titres publiés pendant l'Occupation de poursuivre leur publication et met leurs biens sous séquestres avant d'en confier la gestion à des entreprises "autorisées". Le dernier journal charentais de l'Occupation cesse de paraître le 24 septembre 1944. Il s'agit du **Courrier de Marennnes** (*). Pendant cette période, trente-deux titres ont continué leur publication en Charente Maritime. Ce n'est pas un chiffre négligeable compte-tenu des problèmes de censure

(*) : il ne faut pas oublier que la "poche" de Royan et l'île d'Oleron ne seront libérés qu'en avril et mai 1945.

d'une part et de la raréfaction du papier d'autre part.

Dès juin 1940, quatre des titres les plus marqués politiquement disparaissent : deux "Front Populaire", un "Anti Socialiste" et un "Clérical". Ensuite, on ne laisse transparaître que des opinions moins tranchées : treize des journaux ne font plus de politique, en tout cas dans leur sous-titre. Restent cinq "Républicains", trois "Républicains Indépendants", un "Républicain Libéral", et un "Démocrate". Même l'extrémisme de Droite reste minoritaire avec seulement deux "Union Nationale" et un "Républicain d'Ordre".

Néanmoins, cette approche par les sous-titres reste, on s'en doute, très arbitraire et très superficielle compte-tenu des circonstances. Il faudrait analyser les contenus pour mieux s'imprégner de la réalité de la presse au temps de la Collaboration. Pour l'exemple, **Le Courrier de Marennes**, dernier des journaux locaux à se saborder, se proclame "Républicain Démocrate". Son itinéraire politique ne manque certainement pas de saveur si un chercheur décide de s'y intéresser. On constate en effet qu'il est réalisé par une "Imprimerie Ouvrière".

3.1.2 LA PRESSE INSULAIRE

Le début de la guerre de 14-18 marque la fin de la première génération de presse locale. Tous les titres anciens disparaissent ou s'interrompent. Une nouvelle fois, les deux îles montrent leur divergence dans la manière de franchir cet obstacle.

3.1.2.1 1915-1918

Alors que l'île d'Oleron a été la plus fertile en titres divers au cours de la première période de la presse insulaire, elle négocie très mal cette période troublée. Ré,

au contraire, sort fortifiée de l'épreuve. Tout d'abord, c'est le lancement du **Soldat Rhétais**, le 1er janvier 1915 (*). Ce journal a pour but de tisser un lien entre la patrie insulaire et les soldats filiens. Il est suivi par **Le Petit Orphelin de la Guerre** (**), en août 1916, lorsque les enfants des premières victimes du conflit sont regroupés dans un établissement de Saint Martin de Ré. Là, les adolescents seront initiés à l'imprimerie dans les ateliers Jeanne d'Arc qui appartiennent au clergé.

Au terme de ces années de guerre, nous trouvons une île d'Oleron privée de supports d'information alors que Ré a préservé sa créativité en assurant la poursuite de l'activité de l'imprimerie Jeanne d'Arc. Sans le savoir, elle pose ainsi les premières pierres de sa presse contemporaine.

3.1.2.2 1919 - 1940

Suite logique des bouleversements de la guerre, la situation de l'information insulaire est complètement nouvelle en 1919. Sur douze titres qui existent pendant l'entre-deux-guerres, neuf sont rétais et trois oleronais. La situation que nous avons connue lors de la première période est inversée. cette fois, la concurrence joue sur Ré entre deux hebdomadaires, **Le Réveil de l'Île de Ré** (***), "*organe des groupes de gauche*" (puis **Le Républicain de l'Île de Ré**, "*organe du Front Populaire*") et **Le Rhétais** (****), journal "*d'Union Nationale*" (auquel succède **Le Journal de l'Île de Ré** *****).

A côté de ces journaux politiques gravitent plusieurs publications religieuses:

(*) : **Le Soldat Rhétais**, voir Annexe LXII et LXIII.

(**) : **Le Petit Orphelin de la Guerre**, voir Annexe XLV et XLVI.

(***) : **Le Réveil de l'Île de Ré**, voir Annexe LVI et LVII.

(****) : **Le Rhétais**, voir Annexe LX et LXI.

(*****): **Le Journal de l'Île de Ré**, voir Annexe XXVII et XXVIII.

Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré, Voix Paroissiale de Saint Clément et des Portes (*), **Le Messenger de La Couarde et du Bois (**)**.

Sur l'île d'Oleron, **Le Réveil de l'île d'Oleron** reprend sa vie cahotique. Tiré de sa léthargie en août 1919, il n'est plus que mensuel en septembre 1920, "*en raison de la crise du papier*", note le rapport préfectoral. Il réapparaît ensuite en 1930, s'interrompt (au moins dans les archives consultées) le 30 juillet 1932, revient le 11 mars 1933 mais les collections sont alors très clairsemées. Son fondateur, Emile Roguelon décède au début de l'année 1939. **Le Réveil** survit à cette cruelle épreuve mais la Seconde Guerre Mondiale lui est fatale. Son dernier numéro porte la date du 2 septembre 1939. La presse oleronaise est en déliquescence. On ne recense plus sur l'île que le l'intéressant journal professionnel **La Voix Ostréicole (***)**.

3.1.2.3 1940 - 1944

Lorsque la guerre survient de nouveau, l'état de la presse locale n'est guère florissant. Il ne reste, en tout et pour tout, que quatre titres sur les îles. Les premiers coups de canon fauchent les plus faibles : **Le Réveil de l'île d'Oleron** déclare forfait dès le 2 septembre 1939, **La Voix Ostréicole** s'éteint également avec son numéro de septembre. **Le Républicain de l'île de Ré** tient tête jusqu'au 7 juin 1940. Seul **Le Journal de l'île de Ré** a le redoutable honneur de poursuivre sa publication tout le temps de la guerre sous le joug allemand.

(*) : **La Voix Paroissiale de Saint Clément et Les Portes**, voir Annexe LXVIII et LIXX.
(**) : **Le Messenger de La Couarde et du Bois**, voir Annexe XXXVI et XXXVII.
(***) : **La Voix Ostréicole**, voir Annexe LXVI et LXVII.

3.2 CHAPITRE 2

LE POIDS DE LA PRESSE INSULAIRE

La Première Guerre Mondiale déstabilise les jeunes et encore fragiles entreprises de presse. Le conflit les condamne brutalement au silence fin 1914. Peu de titres se relèveront du conflit. Sur un nombre d'années sensiblement égal, la nouvelle génération apparaît plus prolifique que la première. Le nombre des titres traduit en fait l'instabilité des entreprises plus qu'un véritable dynamisme. La concurrence, elle aussi, se réduit car la presse évolue, élargit ses horizons. Elle délaisse peu à peu la politique pour des thèmes spécialisés comme la religion ou les préoccupations professionnelles.

Le cap des mille exemplaires ayant été atteint dès 1913, la presse insulaire de la seconde génération va tenter de se stabiliser à ce niveau grâce à la spécialisation de ses différents supports. Dans le domaine de l'information politique, seule l'île de Ré s'offre une véritable concurrence en matière de presse. Ce système bipolaire doit beaucoup à la

personnalité d'un Citizen Kane (*) charentais, Pierre Taittinger. Parallèlement, les Rétais voient fleurir une presse d'inspiration catholique prolifique alors que les oleronais, plus matérialistes, se lancent dans la presse professionnelle. Les deux îles choisissent définitivement des voies de développement séparées.

3.2.1 AU DELÀ DES 1 000 EXEMPLAIRES

Dès 1913, les journaux insulaires atteignent des chiffres respectables de diffusion : 2 284 exemplaires pour le **Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré**, 1 200 pour **Le Réveil de l'Île d'Oleron**. Avec les hostilités et l'absence forcée d'une partie importante du lectorat, il devient difficile de maintenir une telle diffusion.

3.2.1.1 La conquête du lectorat

Le Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré est l'un des rares titres insulaires à maintenir sa publication pendant les derniers mois de 1914. Il le fait au prix d'une réduction du tirage jusqu'à 1 400 exemplaires (**). **Le Soldat Rétais**, unique journal à être créé en 1915, se fixe sur la barre des 1 000 exemplaires mais il ne subsiste que jusqu'à la fin de 1916.

A l'issue du conflit, les conditions économiques sont difficiles, aussi bien pour les lecteurs que pour les éditeurs qui manquent de papier. **Le Réveil de l'Île de Ré** débute à prudemment à 800 exemplaires afin de limiter les risques d'inventus. Pour faciliter sa diffusion, ce journal indique en "Une" ses différents points de vente (***). Rappelons au

(*) : Citizen Kane, film de Orson Welles racontant l'histoire d'un grand magnat de la presse.

(**) : Dépôt légal annexé aux collections des Archives Départementales.

(***) : **Le Réveil de l'Île de Ré**, 22 décembre 1918, voir annexe LVI et LVII.

passage que cette technique de présentation des points de vente en "Une" était utilisée par **Les Tablettes de l'Île de Ré / Le Journal de l'Île d'Oleron**. Nous verrons qu'elle est toujours d'actualité dans la presse rétaise contemporaine. **Le Bulletin Paroissial**, de son côté, repart modestement, à 500 exemplaires seulement, en 1919.

Le lancement du **Rhétais**, en 1921, traduit encore la prudence des éditeurs : "*Loix ne disposant que de cent numéros du Rhétais pour le samedi 2 juillet*", les créateurs sollicitent l'appui des premiers lecteurs pour améliorer la diffusion : "*prière à nos lecteurs de le faire pénétrer dans les familles voisines afin qu'elles puissent s'assurer du bon esprit, de son excellente tenue littéraire et qu'elles constatent qu'il est indispensable!*" (*). Cette promotion militante donne rapidement des résultats : "*Bientôt, nous tirerons à 1 000 exemplaires*" (**). En janvier 1924, les rapports préfectoraux le signalent à 1 500 exemplaires, tout comme son concurrent direct, **Le Réveil de l'Île de Ré**.

Repris par M. Ernest Demilly, ancien directeur de l'Agence Havas (***), **Le Rhétais** devient **Le Journal de l'Île de Ré** en 1927 (****). Dirigé par un professionnel de l'information, ce titre atteint le cap des 2 000 exemplaires en 1930 alors que son concurrent, le Réveil de l'Île de Ré ne semble jamais avoir dépassé les 1 500 exemplaires par semaine. Cela représente malgré tout un total de 3 500 numéros pour une île de 10 000 habitants environ.

3.2.1.2 Grandeur et décadence de la presse cléricale

Parallèlement, la presse paroissiale, florissante avant guerre, reparaît puisque son imprimerie Jeanne d'Arc n'a pratiquement jamais cessé de fonctionner. Pendant quelques

(*) : **Le Rhétais**, 3 juillet 1921.

(**) : **Le Rhétais**, 14 août 1921.

(***) : **Le Rhétais**, 8 mai 1927.

(****) : **Le Journal de l'Île de Ré**, 5 juin 1927.

années, le **Bulletin Paroissial de Saint Martin** jouit du monopole de la presse cléricale. Toutefois, son impact local s'étiole. A partir de juillet 1922, il ne comporte plus que quatre pages d'informations insulaires sur un total qui atteint quarante dans certains numéros. Le cahier central, les "**Causeries Paroissiales**" (*), vient d'une agence spécialisée dans l'information religieuse, selon le principe que nous avons déjà évoqué.

En novembre 1926, la couverture porte toujours le titre **Bulletin Paroissial de Saint Martin** mais les pages intérieures sont intitulées **Bulletin Paroissial de l'Île de Ré** et le cahier central a disparu, remplacé par une information interparoissiale. Cette cohabitation sera brève. Les collections des Archives Départementales nous montrent alors que le clergé local connaît quelques dissensions. Un véritable schisme se produit dans l'information catholique insulaire. Chaque paroisse diffuse une même information sous des titres différents. Ainsi, on voit l'apparition d'un **Angélus de La Flotte** en janvier 1927, d'un **Semeur d'Ars en Ré** (***) en août 1928.

En janvier 1931, **Le Bulletin Paroissial du Doyenné de Saint Martin** ne parle plus que des paroisses de Saint Martin et La Flotte. Il faut dire qu'en même temps deux nouveaux journaux voient le jour : **Le Messager de La Couarde et du Bois** (****), puis **La Voix Paroissiale de Saint Clément et Les Portes** (*****). Ces deux derniers apportent une variante à la formule des groupes de presse. Réalisés et dirigés par les éditions SPES (*****), ils laissent les quatre pages de couverture aux responsables locaux de l'information, en général le curé de la paroisse. Leur tirage respectif ne nous

(*) : **Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré**, septembre 1926, voir annexe VIII et IX. **Les Causeries Paroissiales**, Librairie P. Téqui, Paris.

(**) : Quelques exemplaires seulement sont mélangés à la collection du **Bulletin Paroissial de Saint Martin** des Archives Départementales.

(***) : **Le Messager de La Couarde et du Bois**, voir annexe XXXVI et XXXVII.

(****) : **La Voix Paroissiale de Saint Clément et Les Portes**, voir annexe LXVIII et LXIX.

(*****):

est pas connu mais cette dispersion affaiblit considérablement la presse cléricale et conduit à sa disparition totale, en 1934.

3.2.1.3 Stagnation oleronaise

Sur l'île d'Oleron, la situation est désespérément simplifiée. **Le Réveil de l'île d'Oleron**, qui s'est imposé avant guerre, ne retrouve pas d'assise stable. En novembre 1915, il se situe à 1 500 exemplaires. Il ne fera jamais mieux tout au long de sa carrière cahotique.

3.2.2. LA BIPOLARISATION DU DÉBAT

L'impact de la presse insulaire, traduit par l'amélioration constante des tirages, est surtout remarquable sur l'île de Ré. Deux raisons peuvent expliquer ce phénomène : l'amélioration de la qualité de l'information locale et la concurrence des titres qui, sur l'île de Ré, se concrétise par une bipolarisation du débat.

3.2.2.1 L'intérêt local

Au cours de la première période de la presse insulaire, nous avons vu quel hiatus pouvait exister entre un journal et l'ancrage local de son contenu. Relier une publication à une île par un simple titre ne trompe pas longtemps les lecteurs. L'arrivée de la seconde génération de journaux redistribue les cartes et montre une approche radicalement différente de la part des éditeurs.

De plus en plus conscients de l'ancrage local, les journaux, s'ils restent marqués par la politique nationale, teintent leurs objectifs de plus d'insularité : "*Pour la France*,

par l'Union. Pour l'île de Ré par les Rhétais", clame **Le Rhétais** (*). Malgré ce fringant sous-titre, voilà encore un journal des îles fabriqué à La Rochelle et qui s'oublie parfois jusqu'à publier le bulletin d'abonnement d'une **Gazette d'Aunis** (**). De là à supposer qu'il s'agit de la "mère de famille", il n'y a qu'un pas que nous osons franchir bien que la **Bibliographie** ne relève pas cette filiation. Le rapport préfectoral de juin 1921 confirme notre hypothèse en notant : *"Même direction et même rédaction que La Gazette d'Aunis"*.

Deux conceptions s'opposent : ceux qui veulent continuer à faire des journaux d'informations générales sur le modèle des la grande presse et ceux qui veulent regarder vivre leur île. Ainsi, **Le Réveil de l'Île d'Oleron** ne cache pas avoir des ambitions continentales puis qu'il s'avoue : *"plus que jamais convaincu de la nécessité d'un organe régional, vivant et dévoué aux intérêts de notre arrondissement"* (***). A l'inverse, **Le Soldat Rhétais** a pour ambition d'être un *"messenger fidèle de la vie locale"* pour les poilus et les insulaires *"avides d'avoir des nouvelles de chez eux. Le moindre incident les intéresse"* (****).

3.2.2.2 Oleron, la presse au service de son éditeur

Sur l'île d'Oleron, la première guerre mondiale abat une presse relativement dynamique. Il restait trois hebdomadaires en 1914, aucun ne parvient à maintenir la continuité de l'information au cours de cette seconde période. **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, sans concurrence, laisse retomber le débat.

Abonné à l'Agence Presse Associée, il publie, dans sa version 1931, une double

(*) : **Le Rhétais**, 3 juillet 1921.

(**) : **Le Rhétais**, 21 août 1921.

(***) : **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, 2 août 1919.

(****) : **Le Soldat Rhétais**, 1er janvier 1915.

page centrale d'actualités internationales, très illustrée. Il s'offre aussi en "Une", un article de politique qui remplace l'éditorial. L'information locale occupe, comme auparavant le reste de la première page et la quatrième. Elle se limite à des brèves, classées par communes. Parfois, on trouve en plus un courrier de lecteur. Chaque numéro se termine par une chronique humoristique en patois.

Le propriétaire du **Réveil**, Emile Roguelon, est le créateur du fameux **Journal d'Oleron** qui dura l'espace de l'été 1906. Malgré cet échec commercial, il a essayé vainement de se lancer dans la politique avant guerre. La renaissance de son journal ne semble pas étrangère à cette ambition après un appel de large ouverture dans le numéro de reprise : *"notre but sera franchement et nettement républicain. Partisans sincères du progrès démocratique et social, nous concevons une République largement ouverte à tous, tolérante et respectueuse de toutes les libertés"* (*).

Très vite, **Le Réveil** hisse les couleurs de l'Union Républicaine Nationale, rassemblement électoraliste de Droite : *"Nous demandons à la France, à la France intellectuelle, à la France industrielle, à la France ouvrière, à la France paysanne, s'il se peut qu'un français, un seul français, choisisse pour le représenter un homme du Parti Socialiste Unifié, c'est-à-dire de l'amalgame monstrueux qui, sous ce titre, confond patriotes et anti patriotes pour la pire des besognes de démoralisation et de destruction"* (**). La liste conservatrice rafle la quasi totalité des sièges de députés du département.

Encouragé par ce résultat, quatre mois plus tard, Emile Roguelon *"remercie chaleureusement (ses lecteurs) des nombreuses marques de sympathie qu'il reçoit chaque jour. Ils ont donné leur confiance à leur journal et la donneront encore à son dévoué"*

(*) : **Le Réveil de l'île d'Oleron**, 2 février 1919.

(**) : **Le Réveil de l'île d'Oleron**, 25 octobre 1919.

directeur, non seulement en votant pour lui mais en encourageant tous les indécis à lui accorder ses suffrages" ()*. Battu à ce scrutin d'arrondissement, Emile Roguelon laisse **Le Réveil** périlcliter. En juillet 1920, l'éditeur est contraint à prendre des mesures économiques sévères : "*Nous sommes forcés de ne faire paraître **le Réveil** qu'une fois par mois*" (**). Le titre survit ainsi jusqu'à de nouvelles élections d'arrondissement. Alors, Emile Roguelon tente le tout pour le tout : il s'accorde la "Une" du **Réveil** la veille du scrutin (***)). Peine perdue, les urnes condamnent Roguelon et **Le Réveil** à une nouvelle éclipse.

3.2.2.3 Le réveil des intérêts oleronais

L'existence du **Réveil** entre 1920 et 1930 est un mystère. Les collections des Archives Départementales et de la Bibliothèque Nationale sont vides entre le 17 juillet 1920, date de l'annonce du passage en publication mensuelle, et le 20 juin 1931. Pourtant, ce numéro ne paraît pas être un exemplaire de reprise de l'édition, ce que confirme un rapport préfectoral de décembre 1930 indiquant un tirage de 1300 exemplaires.

Pour sa dernière aventure, **Le Réveil de l'Île d'Oleron** semble étroitement soutenu par le Groupement des Intérêts Economiques Oleronais qui lui donne enfin des objectifs nettement insulaires : "*Notre journal sera surtout consacré à l'étude des besoins matériels et économiques de notre chère île d'Oleron*" (****). Cet enracinement n'est sans doute pas étranger à la stabilisation de ce titre qui ne sera interrompu que par la guerre.

Au plan politique Emile Roguelon observe dès lors une plus stricte réserve. Pour les élections cantonales de 1931, tous les candidats se voient ouvrir les colonnes du

(*) : **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, 6 décembre 1919

(**) : **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, 17 juillet 1920.

(***) : **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, 11 septembre 1920, voir annexe LV.

(****) : **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, 6 juin 1931.

Réveil pendant deux semaines consécutives (*). Mais le virus électif est bien ancré chez l'éditeur qui fait encore une tentative infructueuse aux élections d'arrondissement, en avril 1933. Sous l'étiquette Républicaine, il ne rencontre toujours pas le succès.

3.2.2.4 Ré : une bipolarisation fertile

Au contraire d'Oleron, Ré trouve dans la guerre le ferment d'une presse locale vivace. **Le Réveil de l'Île de Ré** voit le jour en 1918 comme "*organe des intérêts agricoles, commerciaux et maritimes de l'île de Ré*" mais, dès 1919, il se place sur un terrain plus politique. Désormais il se situe clairement à gauche : "*la République n'est en somme que la mise en pratique des Droits de l'Homme repris par nos vaillants de 1848 et de nos devanciers de 1870, par les Louis Blanc, Michelet, Gambetta*" (**). Toutefois, cette opinion ne semble pas affecter l'objectivité de l'information et encore moins les impératifs économiques : on y trouve des publicités pour les articles de Première Communion et les missels (***) malgré ses idées anticléricales.

Le Réveil devient tout naturellement un "*journal Républicain hebdomadaire paraissant le dimanche*" (****). Cette orientation provoque l'arrivée du **Rhétais**, "*organe d'Union Nationale et régionale paraissant le samedi*" (*****). Le nouveau venu, bien que s'avouant conservateur, essaie également de préserver l'objectivité de l'information. Il annonce aussi bien les fêtes religieuses que les conférences socialistes : "*le Rhétais ne veut pas plus manger du curé que du notaire, de l'instituteur, du marin, du cultivateur ou du ministre protestant*" (*****). Dès son premier numéro, il se situe comme une alternative et lance la polémique avec des réponses à trois articles du **Réveil**.

(*) : **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, 17 et 24 octobre 1931.

(**) : **Le Réveil de l'Île de Ré**, 13 juillet 1919.

(***) : **Le Réveil de l'Île de Ré**, 18 mai 1919.

(****) : **Le Réveil de l'Île de Ré**, 25 janvier 1920.

(*****) : **Le Rhétais**, 3 juillet 1921.

(*****): **Le Rhétais**, 10 juillet 1921.

Très vite, pourtant, la situation se dégrade. Les journaux s'engagent dans une bipolarisation sectaire. En juillet 1921, **Le Réveil** n'est plus aussi tolérant envers la religion. A propos d'une manifestation catholique il félicite "*nos sénateurs républicains (...) ainsi que nos députés de gauche de s'être abstenus d'assister à cette mascarade réactionnaire*" (*). Cette politisation du débat, conséquence du pluralisme et de la concurrence, a également des incidences commerciales et économiques : **Le Réveil** doit avancer sa publication au samedi pour être en vente en même temps que **Le Rhétais** (**). Chacun des deux titres a une diffusion égale, environ 1 500 exemplaires.

Lorsque **Le Journal de l'Île de Ré** succède au **Rhétais**, en 1927, l'île s'installe dans une véritable guerre de tranchées de l'information locale. **Le Journal** campe à Droite : "*il faut bien que les Radicaux se rappellent que le collectivisme, comme le communisme sont les deux faces d'une même médaille frappée à l'image de Karl Marx*" (***), alors que **Le Réveil**, jusqu'alors indépendant, se calque sur **La Défense Républicaine de La Rochelle** (****) puis devient "*organe des groupements de gauche*" en 1936.

3.2.2.5 La fin du pluralisme

Le Réveil abandonne le combat en 1937. **Le Républicain de l'Île de Ré** lui succède aussitôt (*****). Il se proclame "*organe du Front Populaire*" puis "*Organe Républicain et Radical Socialiste de l'Union des gauches*". Bien décidé à "*lutter avec tous les vrais radicaux-socialistes pour l'entente de tous les républicains*"

(*) : **Le Réveil** de l'Île de Ré, 31 juillet 1921.

(**) : **Le Réveil** de l'Île de Ré, 8 octobre 1921.

(***) : **Le Journal** de l'Île de Ré, 1 janvier 1928.

(****) : rapport préfectoral de avril 1927 : "*Le Réveil de l'Île de Ré, même journal que La Défense Républicaine de La Rochelle*".

(*****): **Le Républicain** de l'Île de Ré, dirigé par René Château, nouveau député de La Rochelle, est une édition locale du **Républicain** de La Rochelle.

pareillement épris de progrès social, de laïcité et de liberté" (*), il soutient les thèses "pacifistes" de la Gauche pendant les mois précédant le conflit.

Fabriqué à La Rochelle, il n'offre pas beaucoup de place à l'île de Ré : de vingt-six brèves le 9 avril 38, on tombe à douze dès la fin de l'année, soit une moyenne de quatorze informations rétaises par semaine. On est bien loin des deux pages offertes par **Le Journal**, qui, lui est réalisé entièrement sur l'île.

La guerre met définitivement fin à cette période faste de la presse locale mais reconnaissons que les journaux ont périclité lentement avant le conflit. Seul, **Le Journal de l'Île de Ré** se lance dans le délicat exercice de la presse de l'occupation. Au delà des caractéristiques que nous venons d'évoquer, la presse insulaire de la seconde génération est marquée par la spécialisation à outrance, selon trois axes que nous allons évoquer maintenant.

3.2.3 LES PARTICULARISMES DE LA PRESSE INSULAIRE

Le premier âge de la presse insulaire a mis en lumière le poids des groupes de presse continentaux. Cette seconde période voit s'amplifier un développement séparé des deux îles qui se traduit, au niveau de la presse, par l'influence du mouvement clérical sur l'île de Ré et l'apparition d'une presse professionnelle sur l'île d'Oleron.

Les groupes de presse continentaux, pour leur part, cèdent du terrain face aux

(*) : *Le Républicain de l'Île de Ré*, 5 août 1939.

entreprises locales. Ils ne sont néanmoins pas totalement absents du paysage écrit insulaire. Nous le voyons au travers de la vie d'un Citizen Kane charentais, Pierre Taittinger.

3.2.3.1 Citizen Taittinger

Le nom de Pierre Taittinger (*) apparaît pour la première fois dans la presse insulaire à l'occasion des élections législatives de 1914. Candidat malheureux sous l'étiquette "Plébiscitaire", il se venge du verdict des urnes par des exploits militaires au cours d'une guerre qui fortifie ses convictions politiques : *"issu d'une vieille famille lorraine, son père avait dix-huit ans en 1870 (...). C'est dans le souvenir des provinces perdues et le culte de l'homme qui s'en était improvisé le gardien vigilant et passionné que le père Taittinger éleva son fils, Déroulède, qui semble avoir imprégné profondément la première formation de Taittinger"* (**).

En 1914, Pierre Taittinger répond à la sollicitation d'un ami, négociant en Cognac, à Saint Georges des Côteaux près de Saintes, Jules Guillet. Celui-ci lui offre une place sur la liste des Républicains. A défaut de la conquête des électeurs charentais, Taittinger fait celle de la fille de son ami et l'épouse. En 1919, c'est un héros de la guerre, doublé d'un enfant adoptif du pays qui se présente de nouveau aux suffrages sous la bannière de l'Union Républicaine Nationale . Né en 1887, Taittinger est, à 32 ans, le plus jeune des candidats, cela ne l'empêche pas de réaliser le meilleur score de Charente Inférieure : 37 454 voix (****).

(*) : Pierre Taittinger, 1887-1965.

(**) : Gringoire, portrait de Pierre Taittinger par Jacques Audran, 27 septembre 1935.

(****) : Sur les îles toutefois, Taittinger n'arrive en tête que dans la commune de La Flotte en Ré.

La carrière de l'homme politique est lancée. Il devient en même temps Maire de Saint Georges des Côteaux, près de Saintes. Il le reste jusqu'en 1940. S'il s'était arrêté là, Pierre Taittinger n'aurait certainement jamais retenu notre attention mais l'homme a des idées et des ambitions.

En 1924, le voici Député de Paris où il fonde le mouvement des Jeunesses Patriotes dans la lignée de la Ligue des Patriotes de Déroulède puis, en 1935, le Parti Républicain National et Social. En 1943, il est nommé Président du Conseil Municipal de Paris, Maire en quelque sorte! A la fin de la guerre, il justifie son action dans un livre intitulé "*Et Paris ne fut pas brûlé*" (*). "*L'arrestation, la prison, furent les injustes sanctions d'esprits déchaînés*" déclare le Docteur Sorillet dans son éloge funèbre qui se poursuit ainsi : "*Etait-il donc nécessaire de lutter hors de France pour mériter le titre de Résistant? A mon sens, Pierre Taittinger, s'il n'en eut jamais le titre en fut un modèle et nous devons tous nous incliner sur sa trace et son exemple*" (**). Saint Georges des Côteaux lui conserve sa confiance. Sans être candidat, il est réélu Maire de la bourgade charentaise en 1953. Il le reste jusqu'en 1964.

Ce destin hors-série nous intéresse d'autant plus que, pour réaliser cette carrière, Pierre Taittinger s'appuie sur la presse. "*Mon père fut sans doute l'un des premiers hommes politiques à prendre conscience du poids de la communication*, explique Pierre Christian Taittinger (***). *Or à cette époque, la communication ne pouvait passer que par la presse écrite. Afin de promouvoir ses idées, Pierre Taittinger va acheter journaux et*

(*) : Pierre Taittinger, *Et Paris ne fut pas brûlé*, 1946.

(**) : Allocution du Docteur Sorillet, Conseiller Général, à l'occasion de l'inauguration de la Place Pierre Taittinger à Saint Georges des Côteaux, le 5 juin 1966. Extrait de la plaquette commémorative, collection personnelle.

(***) : Entretien du 3 juillet 1989 avec Pierre Christian Taittinger, Vice-Président du Sénat, Maire du 1er arrondissement de Paris, membre fondateur du Parti Républicain.

imprimeries, surtout dans l'Ouest de la France". Cette facette du personnage nous intéresse particulièrement car elle fait de lui un véritable Citizen Kane Charentais.

Dès novembre 1919, les rapports préfectoraux citent son nom parmi ceux des actionnaires de quatre publications de Saintes : **Le Journal de Saintes, Le Progrès de la Charente Inférieure, l'Appel au Peuple des Charentes** et **Le Saintongais**. Toutefois, ce n'est qu'en septembre 1920 qu'il devient propriétaire du **Journal de Saintes et de la Charente Inférieure** (*), titre considéré comme Bonapartiste (**). Cette même année, son beau-père, Jules Guillet, disparaît et lui laisse semble-t-il son journal, **Le Progrès**. En mars 1921, l'inventaire préfectoral lui accorde **Le Journal de Royan**.

L'enquête préfectorale de janvier 1924 donne les tirages de ces premiers journaux: 2 400 exemplaires pour **Le Progrès**, 1 500 pour **l'Appel au Peuple** et **Le Journal de Saintes**, 360 pour **Le Journal de Royan** et 700 pour un nouveau **Courrier de Jonzac**.

Il diversifie son implantation en Charente Inférieure avec la création de l'édition maritime du **Matin Charentais**, un titre qu'il possède à Angoulême et, en 1933, devient propriétaire de **L'Echo Rochelais** et de l'Imprimerie Rochelaise. Selon le rapport du Commissaire spécial de la Sureté Générale de La Rochelle, "*M. Taittinger aurait acheté l'Echo Rochelais pour combattre l'influence que pourrait avoir La Gazette d'Aunis, au point de vue Action Française, celle-ci ayant mené contre lui une campagne au couteau lors des dernières élections législatives*" (***).

Le Journal de l'Île de Ré (****) lui prête encore des intérêts dans un prétendu **Courrier des Charentes**, titre inconnu de la **Bibliographie**. M. Doustin, Préfet de la

(*) : Rapport préfectoral de septembre 1920.

(**) : Rapport préfectoral de janvier 1920.

(***) : Rapport préfectoral du 14 mars 1933.

(****) : Le Journal de l'Île de Ré, 15 mai 1943.

Charente Maritime, ajoute à cette liste un **Journal de Rochefort** et un **Journal de Saintes** (*), inconnus eux aussi. On peut s'étonner de l'inexactitude de certains titres dans des documents quasi officiels, il n'en demeure pas moins que Taittinger possède un ou plusieurs journaux à Saintes, Rochefort et La Rochelle.

En ce qui concerne les îles, les liens sont moins directs mais n'en existent pas moins. En 1920, **Le Réveil de l'Île d'Oleron**, publie des éditoriaux signés Taittinger. Plus officiellement, l'**Annuaire de la Presse** le signale en qualité de Directeur Politique du **Journal de l'Île de Ré** à partir de 1929. Il y signe des éditoriaux quasi hebdomadaires jusqu'en 1942. A défaut d'appartenir au groupe Taittinger, la presse insulaire est donc malgré tout bien proche de lui.

Cependant, l'envergure politique de Taittinger dépasse rapidement des limites du département. Fidèle à sa stratégie de communication, il étend son empire de presse au rythme de son ascension politique. En 1925, il est rédacteur en chef de **La Liberté**, un organe parisien de diffusion nationale. Puis, en 1930, il relance **Le National**, organe des Jeunesses Patriotes, avant de diriger **L'Ami du Peuple** de 1936 à 1939. Entre Paris et Charente Inférieure il ne dédaigne pas, à l'occasion, de compléter son patrimoine. Ainsi, Pierre Christian Taittinger nous a permis d'ajouter aux propriétés de son père une imprimerie et un journal à Reims, à Orléans, **L'Écho de la Beauce**, à La Roche sur Yon, **La dépêche Vendéenne** et à Angoulême, **Le Matin Charentais**.

Grâce à cet empire de presse, Citizen Taittinger diffuse largement ses idées d'Union Nationale et d'Ordre. Sa popularité le conduit à l'antichambre du pouvoir,

(*) : Allocution de Monsieur Doustin, Préfet de la Charente Maritime, à l'occasion de l'inauguration de la Place Pierre Taittinger à Saint Georges des Côteaux, le 5 juin 1966. Extrait de la plaquette commémorative, collection personnelle.

jusque dans l'ombre de Daladier. Nationaliste fervent, il reste en France pendant l'occupation. Toutefois, rejetant les méthodes d'Hitler, il n'a accès à aucun gouvernement de la collaboration. Son rôle de Maire de Paris au moment de la Libération sera fortement controversé. L'empire de presse Taittinger, comme tous les journaux publiés pendant cette période est confisqué et dispersé.

Nous aurons l'occasion de revenir en détail sur la pensée politique de Taittinger puisqu'il demeure, et pour cause, l'un des principaux commentateurs des grands dossiers de l'époque dans la presse insulaire. Ajoutons simplement ici que ses relations avec l'île de Ré sont très étroites à partir de 1927. Cette année là, par l'intermédiaire du curé de Saint Martin, il participe à la fondation du préventorium Louise de Bettignies. Il complète ses oeuvres sociales rétaises par la création de la colonie de vacances de La Grainetière, à La Flotte, en 1931.

3.2.3.2 La presse religieuse

Débutant sur l'île de Ré en 1913 par un florissant **Bulletin Paroissial de Saint Martin**, la presse religieuse prend des formes variées dont le noyau reste l'imprimerie Jeanne d'Arc. Outre la multiplicité des titres, c'est surtout l'identification de la presse locale à cet outil de production qui est le point fort de ce moment de l'histoire.

Le **Bulletin Paroissial** fut le premier journal imprimé sur l'île. C'est avec lui, en 1913, que nous faisons connaissance avec l'imprimerie Jeanne d'Arc (*). Début 1915, Le **Soldat Rhétais** maintient un peu d'activité à l'imprimerie. Ce titre original se veut un

(*) : **Bulletin Paroissial de Saint Martin de Ré**, n° 6, juin 1913. Les numéros précédents sont inconnus, ce qui ne nous permet pas d'apprécier pleinement les motifs de création du Bulletin, voire de l'imprimerie.

lien entre l'île et les Rétais du Front. Outre la biographie des insulaires tombés pour la France, des lettres de soldats et des nouvelles locales, on y trouve un éditorial, signé Pierre l'Ermitte, aux accents nettement religieux. Rien d'étonnant puisque Théodore Coll, son fondateur, est un membre influent de l'Union des catholiques. **Le Soldat** peut donc s'inscrire dans la lignée de la presse religieuse.

Fin 1915, Saint Martin accueille l'Ecole Professionnelle des Orphelins de Guerre. Entre autres formations, les enfants y sont initiés à l'imprimerie dans les ateliers Jeanne d'Arc. Première concrétisation de leur enseignement, en août 1916, les pensionnaires de l'orphelinat créent une "*publication qui soit un trait d'union entre nos orphelins et leurs généreux bienfaiteurs*": **Le Petit Orphelin de la Guerre** (*). Les apprentis sont extrêmement sollicités. Outre **Le Petit Orphelin**, tiré à 5 500 exemplaires, ils réalisent, ou participent à la conception du **Soldat Rhétais**, 1 000 exemplaires, des **Echos de Sainte Anne** (une paroisse de Paris), de la **Circulaire de la Jeunesse Chrétienne de Bordeaux**, 1 000 exemplaires, et du **Bulletin Halluinois** (paroisse d'Halluin), 800 exemplaires (**).

Ainsi, les rapports étroits sont noués entre l'imprimerie Jeanne d'Arc, le clergé, et la population rétaise. L'orphelinat poursuit ses activités jusqu'en 1927, ayant largement le temps d'implanter la tradition d'une presse insulaire qui se confonde avec le lieu d'impression et l'outil de production.

Dès 1919, Jeanne d'Arc imprime la nouvelle série du **Bulletin Paroissial de Saint Martin**. C'est l'occasion de développer un groupe de presse insulaire sur fond de charité chrétienne : "*Faites travailler l'imprimerie Jeanne d'Arc, vous ferez la charité aux fils de*

(*) : **Le Petit Orphelin de la Guerre**, voir Annexe XLV et XLVI.

(**) : **Le Petit Orphelin de la Guerre**, novembre 1916.

ceux qui sont morts pour vous", lit-on en avril 1919. De même, à partir de 1920, on trouve des encarts publicitaires incitant à acheter **Le Petit Orphelin**. Malgré cette auto-promotion, la presse religieuse n'échappe pas à une crise mortelle.

Le numéro de juillet-août 1922 du **Bulletin Paroissial de Saint Martin** ne compte plus que quatre pages locales sur un total de quarante. Le reste, regroupé sous le titre "**Causeries paroissiales**" vient d'une agence de presse spécialisées dans l'information religieuse. Très vite, les responsables locaux s'aperçoivent que cette rupture du lien insulaire porte préjudice à la publication. A partir de 1926, ils essaient de remédier à la situation en utilisant un artifice classique : des couvertures différentes selon les paroisses avec une rédaction intérieure commune sous le titre de "**Bulletin Paroissial de l'Île de Ré**". Parmi les titres de couvertures retrouvés en archives, citons : **L'Angélus de La Flotte**, **Le Semeur d'Ars en Ré** et le **Bulletin Paroissial de Saint Martin**.

Les fidèles n'en sont pas enthousiasmés. En 1931, le Doyen Picaud se voit contraint d'essayer de vendre son **Bulletin Paroissial de Saint Martin** : 30 centimes en janvier, 50 en avril... la réussite n'est pas évidente. Est-ce pour se désolidariser de cette démarche mercantile que certaines paroisses créent leur propre organe d'information ? C'est en tout cas à ce moment que naissent **Le Messager de La Couarde et du Bois**, **La Voix Paroissiale de Saint Clément** et **Les Portes**.

Ces deux nouveaux venus offrent une publication des éditions SPES, à Paris, sous une couverture locale. La chronique paroissiale est imprimée sur l'intérieur des pages de couverture avec quelques brèves informations locales. Hélas, ce type de produit ne fait pas recette non plus. Le recours à l'abonnement s'avère difficile même avec de bonnes explications : "*Six francs, c'est l'abonnement minimum qui ne me permet d'avoir qu'une*

seule page de chronique paroissiale. Si j'en écrit deux ou trois, il y a déséquilibre, chaque page supplémentaire me revenant à quinze francs", écrit le curé de Saint Clément (*).

La presse religieuse rétaise s'éteint lentement, de 1932 à 1934. Cela coïncide avec la montée de la laïcité qui conduit au Front Populaire. Heureusement pour l'imprimerie Jeanne d'Arc, **Le Journal de l'Île de Ré** devient son client en 1927. La chaîne de l'information insulaire n'est donc pas rompue. Au contraire, ce nouveau journal se veut un digne continuateur de la presse religieuse puisqu'il salue la mort de Théodore Coll de l'épithète suivante : "*membre de l'Union des catholiques, militant avant guerre du Sillon, fondateur du Soldat Rhétais qui devient Le Rhétais*" (**). Ce dernier ayant été transformé par Ernest Demilly en **Journal de l'Île de Ré**, on voit bien, depuis Théodore Coll et le Sillon, que la production Jeanne d'Arc est marquée par la Réaction.

3.2.3.3 La presse professionnelle

Alors que l'île de Ré trouve sa voie dans la religion, l'île d'Oleron inaugure un type de presse très spécialisée : la presse professionnelle. Nous avons découvert avant guerre, une activité ostréicole encore marginale. Voici que l'évolution économique bouleverse le paysage traditionnel : l'huître devient une occupation prépondérante et on assiste à la naissance d'une Fédération des Industries Ostréicoles de la région de Marennes.

Deux remarques s'imposent ici. D'une part, il s'agit d'une Fédération des Industries ce qui décrit bien la pluralité de la profession et d'éventuels antagonismes. D'autre part, il s'agit de la "région" de Marennes parce que cette ville est le centre

(*) : La Voix Paroissiale, janvier 1932.

(**) : Le Journal de l'Île de Ré, 13 avril 1930.

administratif du secteur, siège de la sous-préfecture. En fait, deux pôles géographiques dominant ce pays : Oleron et la Seudre, petite rivière du continent. L'aventure de **La Voix Ostréicole** reflète parfaitement tous ces conflits.

Eclaircissons tout d'abord un point méthodologique : Pourquoi considérer **La Voix Ostréicole**, journal de la région de Marennnes, comme un journal oleronais? D'abord parce que les Oleronais vont le créer, le diriger, ensuite parce que l'ostréiculture est une donnée fondamentale de l'économie insulaire. Ces deux raisons nous ont semblé suffisantes et résistent bien à l'analyse.

Le premier Rédacteur Administrateur de **La Voix Ostréicole** est M. Massé de Saint Trojan, sur Oleron. Il dirige le journal d'avril 1930 à mars 1932. Les bureaux sont ensuite transférés sur le continent à La Tremblade, puis Bourcefranc, en 1935. A cette date, l'île d'Oleron récupère une partie des responsabilités : M. Delaubier, du Château, est administrateur, M. Heurtin, de Saint Trojan, trésorier. Février 1937 voit le retour de la rédaction au Château, chez M. R. Courdavault qui la conserve jusqu'en août 1940.

Le rôle des Oleronais est donc loin d'être négligeable dans cette entreprise. L'impact du journal est indéniable sur Oleron qui fournit de nombreux rédacteurs et la quasi totalité de la publicité : le numéro d'avril 1931 compte 13 "réclames" insulaires sur 14!

Ainsi la presse insulaire d'entre-deux-guerres s'affirme plus locale, gagnant un nombre de lecteurs respectable. C'est sans doute qu'elle est plus sérieuse, plus crédible, et, dans ce cas, de quoi parle-t-elle? C'est ce que nous allons voir maintenant au travers des grands dossiers de l'histoire puis des préoccupations locales.